

des économies les plus brisées du continent. La mauvaise gestion économique du Soudan, la faillite de ses entreprises, l'inflation et les sanctions internationales (les États-Unis l'ont classé parmi les pays soutenant le terrorisme) ont rendu la conduite de toute activité extrêmement chère.

Fin 2013, le pays a eu si peu d'échanges que les stocks de blé ont dégringolé à trois jours de réserve seulement. Et des politiques improvisées ont entraîné une hausse vertigineuse des prix de certains produits de base, envoyant des milliers de manifestants dans les rues. « Je n'ai jamais vu de situation aussi difficile », assure Abdellatif, qui juge que l'accès aux financements est désormais son plus gros problème. D'autant que les banques ont récemment triplé le coût du crédit à court terme. « Nous avançons à 60 km/h alors que nous pourrions passer à 120 km/h avec les fonds adéquats, regrette-t-il. De moins en moins de banques sont prêtes à traiter avec le Soudan. Avec si peu de concurrence, l'activité est devenue très lucrative. »

**BOOM.** Fondé par le père d'Osama Daoud Abdellatif dans les années 1960 grâce à un contrat de distribution de tracteurs signé avec l'américain Caterpillar, le groupe (qui comptait alors une centaine de salariés) a réellement entamé sa diversification en 1980, lorsque le fils a repris les rênes. Parmi les éléments qui ont favorisé sa croissance : une décennie de boom pétrolier au début des années 2000. « C'était le bon moment pour nous. En 2002, nous allions déjà bien, et nous avons grandi un peu plus vite », relate-t-il. Ajoutant toutefois : « Le pétrole a été une malédiction. Notre pays n'a pas investi ses gains dans des activités productives. Les a gaspillés et n'a pas de revenus présent. La situation est devenue très difficile. »

Mais des situations difficiles, il en a connu plusieurs dans le passé. En 1970, l'entreprise familiale (ainsi que toute l'économie) a été nationalisée par un gouvernement militaire socialiste, installé après un coup d'État. C'est près de dix ans plus tard seulement que la famille en a récupéré la pleine propriété. Puis, en 1983, le gouvernement islamiste a introduit la charia dans un pays habitué au whisky et aux discothèques. « Ce fut une période très négative pour les entreprises – le Soudan ne s'en est pas remis », estime le patron, qui dit essayer de rester en dehors de la politique intérieure, délicate et compliquée. « Il n'y a pas de demi-mesure dans les affaires et en politique. Je suis complètement neutre. Nous avons survécu à de nombreux gouvernements. Ils nous ont laissés tranquilles parce qu'ils nous considèrent comme de purs commerçants. »

**Un groupe diversifié**  
**7 000** employés  
**1,5 Md \$** de chiffre d'affaires annuel  
**600 000** litres de lait produits par jour (usine de Khartoum)  
**3 800** têtes de bétail (et 3 000 de plus courant mars)

Malgré la renommée nationale de sa société – qui fournit au Soudan la plupart de ses produits de base –, Abdellatif garde profil bas et se fait rarement photographe. À 62 ans, il passe beaucoup de temps à réfléchir à sa succession. « J'ai six enfants et tout cela devient compliqué », confie-t-il.

Un premier audit international des comptes du groupe est attendu d'ici à 2016 – dans le cadre d'un projet de cinq ans visant à mettre Dal aux normes internationales. Après cela, le groupe pourrait opter pour une introduction en Bourse à Dubaï ou pour la cession d'une part de son capital à des investisseurs privés, une société britannique serait d'ores et déjà intéressée. Quoi qu'il en soit, son patron veut voir la société poursuivre son développement. « Nous avons travaillé trop dur pour laisser l'aventure s'achever à la prochaine génération. » ●

**KATRINA MANSON**

© Jeune Afrique et Financial Times  
 Tous droits réservés

ON EN PARLE



EZE-OBULOR

**ELISABETH PROUST**  
**TOTAL NIGERIA**

La Française a été nommée **directrice générale de la filiale**. Première femme à occuper ce poste, elle remplace Guy Maurice, qui succède au directeur Afrique du groupe pétrolier, Jacques Marraud des Grottes.



DR

**ÉTIENNE GIROS**  
**CIAN**

Ancien membre du groupe Bolloré dont il a dirigé le réseau Afrique avant d'entrer au pôle communication et études marketing et d'opinion, il devient **président délégué du Conseil français des investisseurs en Afrique**.



DR

**JOËL CADIER**  
**KEYSTONE PARTNERS**

Directeur général adjoint de Sifca depuis 2009 après sept ans passés au sein de Groupe Atlantique, il a quitté le groupe agro-industriel ivoirien pour **créer sa propre société de conseil financier aux entreprises**.